

Huang Yasheng, professeur associé à la Harvard Business School

« La dépendance de Pékin à l'égard du capital étranger reste élevée »



HUANG YASHENG

► 1991 Huang Yasheng est docteur en économie à l'université Harvard. Ses recherches portent sur les politiques publiques et sur les enjeux institutionnels des économies en transition, notamment l'Asie de l'Est.
► 1997 Il devient professeur associé à la Harvard Business School. Depuis la fin des années 1990, il a multiplié les articles sur les investissements étrangers en Chine, à rebours de l'optimisme officiel. Ses thèses iconoclastes viennent d'être rassemblées dans *Selling China : foreign direct investment during reform era* (Cambridge University Press).

La Chine a attiré ces dernières années un spectaculaire vague d'investissements directs étrangers (IDE). Vous êtes de ceux qui mettent en garde contre une dépendance excessive de l'économie chinoise à l'égard de ces flux de capitaux. Quel est précisément le degré de cette dépendance ?

Dans les années 1990, la Chine enregistrait un taux de dépendance (IDE rapportés à l'ensemble de l'investissement dans le pays) parmi les plus forts dans le monde. Le ratio était de 10,2 % en 2000 après avoir été, certes, de 16,7 % en 1995.

Compte tenu du contexte dans lequel il s'inscrit, ce chiffre reste élevé. Primo, la politique à l'égard des investissements étrangers est très restrictive. Ensuite, la Chine était un exportateur net de capitaux dans les années 1990. Enfin, le poids du secteur d'Etat reste lourd et on sait combien les entreprises publiques, en général, surinvestissent. Rapporté à un tel environnement, le ratio de dépendance à l'égard du capital étranger est élevé. Un autre indicateur permet de l'illustrer : les IDE ont représenté,

dans les années 1990, entre 50 % et 60 % de l'investissement privé national. C'est vraiment remarquable !

Vous établissez une relation entre la politique officielle de discrimination à l'encontre du secteur privé national et l'essor du capital étranger en Chine. S'agit-il d'un lien de cause à effet ?

Il y a plusieurs liens entre les deux phénomènes. Il a fallu attendre 1999 pour que la Constitution chinoise fournisse au secteur privé une forme de reconnaissance, alors que le gouvernement ménageait la propriété des investisseurs étrangers.

Pour un entrepreneur privé chinois soucieux de protéger ses droits de propriété, il valait mieux placer ses actifs sous des couleurs étrangères. De nombreuses firmes hongkongaises ont ainsi joué les paravents. D'autre part, il faut voir ce qui s'est passé dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, comme le textile ou les chaussures. Dans n'importe quel autre pays, les firmes étrangères désireuses de réduire leur coût du travail passent commande à des producteurs locaux, ces derniers ayant accès à des crédits bancaires pour financer leurs activités.

Mais pendant des années en Chine, les entrepreneurs privés n'ont pu se financer auprès des banques, lesquelles réservaient leurs prêts au secteur d'Etat. Ils ne pouvaient donc pas honorer les commandes. C'est ainsi que les IDE dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre – qui représentent actuellement la moitié de l'ensemble des IDE – se sont généralisés, faute d'alternative.

La politique officielle à l'égard du secteur privé s'est quand même assouplie à la fin des années 1990. Il y a maintenant une volonté de l'encourager. Le Parti communiste chinois (PCC) a évolué sur cette question au point même d'accueillir en son sein des patrons. Cela ne remet-il pas en cause votre analyse basée sur les années 1990 ?

Il est vrai que le gouvernement a commencé à mieux traiter le secteur privé à partir de 1997 quand il a permis des privatisations sur une petite échelle. En 1998, les quatre banques commerciales d'Etat ont été autorisées à consentir des prêts aux entreprises privées, puis la Constitution a été révisée en 1999 dans le but de mieux protéger les droits de la propriété privée.

L'impact de cette nouvelle politique sur les IDE a été spectaculaire. Le ratio de dépendance de la Chine à l'égard du capital étranger a commencé à décliner à partir de 1997. Et le ratio entre IDE et investissement privé national a chuté de 50 % au milieu des années 1990 à 20 % aujourd'hui. Les IDE dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ont régressé, tandis que les commandes de firmes étrangères à des producteurs locaux se sont développées.

La pénétration du capital privé dans les provinces continentales de la Chine a été autorisée, selon vous, par la fragmentation et le « localisme » qui caractérisent toujours cet espace intérieur. Comment cela s'est-il passé ?

Les protections locales ont permis aux firmes étrangères d'investir à travers le pays, mais ont interdit aux entreprises chinoises de s'implanter ailleurs que dans leur province d'origine. Ce « localisme » a, ainsi, dopé les IDE parce qu'il restreignait les options d'investissement des entreprises chinoises.

« L'emploi total créé par les investissements étrangers est très limité, comparé aux entreprises privées locales. Et, en matière de technologie, toutes les études montrent que le niveau de transfert associé aux IDE est très bas »

Beaucoup de gens l'ignorent mais le ratio entre IDE et produit intérieur brut (PIB) est très élevé dans les provinces intérieures. En 1998, il était le même qu'aux Etats-Unis. Bien sûr, l'essentiel du capital étranger reste concentré dans les provinces riches de la côte et une petite fraction seulement choisit l'intérieur. Mais nous devons garder à l'esprit deux éléments. Le premier est que le niveau global des IDE étant élevé, même une petite portion de ceux-ci représente toujours une somme importante. Et, second point, l'économie de ces provinces intérieures étant limitée, le poids relatif de ces IDE finit par être consistant.

Quel impact les investissements étrangers ont-ils eu sur les privatisations en Chine ?

Dans les années 1990, la plupart des IDE ont, en fait, financé la priva-

tisation des entreprises d'Etat plutôt que de créer des capacités nouvelles. Les IDE ont pu financer ces privatisations alors que les entreprises privées chinoises n'en avaient pas le droit. Depuis 1997, le changement n'a pas été spectaculaire. Il n'a concerné que de petites entreprises publiques.

Tout compte fait, quelle influence positive les investissements étrangers ont-ils eue sur l'économie chinoise ? N'ont-ils pas favorisé l'emploi et les transferts de technologie ?

Le principal bénéfice pour la Chine n'a rien à voir avec l'emploi ou la technologie. En fait, l'emploi total créé par les IDE est très limité, comparé aux entreprises privées locales. Et en matière de technologie, toutes les études montrent que le niveau de transfert associé aux IDE est très bas.

Le véritable bénéfice est ailleurs. Il se situe à deux niveaux. D'abord, les investissements étrangers ont apporté du capital aux firmes chinoises les plus efficaces et les plus entrepreneuriales – c'est-à-dire les fir-

mes privées – qui étaient victimes de discriminations de la part des institutions financières d'Etat.

L'autre avantage a été de transformer les firmes les moins efficaces et les moins entrepreneuriales – c'est-à-dire les firmes d'Etat – en corporations semi-privées. Les IDE ont donc aidé la Chine à évoluer vers une économie de marché. Tout cela n'a été possible que parce que le gouvernement chinois a tardé dans ses réformes internes. Il n'a commencé à soutenir le secteur privé que récemment et, dans les faits, sous l'ère du premier ministre Zhu Rongji (mars 1998-mars 2003), le gouvernement a massivement investi dans les entreprises d'Etat plutôt que de les privatiser.

Propos recueillis par Frédéric Bobin

Le Mexique déstabilisé par le dragon chinois

LES MAQUILADORAS, CES ENTREPRISES QUI ONT ENTRAÎNÉ LA CROISSANCE DU PAYS, ONT PERDU 300 000 EMPLOIS DEPUIS TROIS ANS

La montée en puissance de la Chine comme nation commerciale de premier plan, inquiète le Mexique, en raison de la forte compétitivité des produits qu'elle propose sur le marché mondial et de l'attrait qu'elle suscite auprès d'entreprises étrangères préalablement localisées sur son sol.

Pays dont la croissance économique est la plus élevée et la plus indifférente à la crise économique, la Chine est devenue pour le Mexique un concurrent redoutable sur le marché américain, sur son marché intérieur et dans la captation des investissements étrangers directs (IDE), selon une étude de la banque BBVA-Bancomer. Et pourtant, le Mexique possède l'avantage de la proximité avec les Etats-Unis et

de son accord de libre échange (Alena) avec les deux pays du Nord (Etats-Unis et Canada), en application depuis le 1^{er} janvier 1994.

Pour Mexico, les Etats-Unis demeurent le marché le plus important avec 84,6 % de ses exportations en 2002. Aussi, la montée en puissance de la Chine a de quoi inquiéter les Mexicains. Au cours de l'année 2002, tandis que leurs ventes aux Etats-Unis ont augmenté de 2,1 %, celles de la Chine ont connu une hausse de 19,7 %, selon les chiffres du département du commerce américain. « A ce rythme, il est attendu que la Chine dépasse le Mexique comme le second plus grand exportateur vers les Etats-Unis en 2003 », pronostique la banque d'investissement américaine Merrill Lynch.

Le salaire horaire en Chine est de 0,27 dollar, soit quatre fois moins que ce qui est versé à un ouvrier mexicain pour la même tâche

Ce processus d'expansion chinoise, perceptible depuis son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, ne fait que s'accroître. Alors que le Mexique a exporté pour 456 millions de dollars vers la Chine en 2002, les exportations chinoises vers le Mexi-

que ont été de 6,27 milliards de dollars. « Pékin vend beaucoup de produits aux Mexicains, mais le Mexique a peu de capacité de vente aux Chinois », explique un fonctionnaire mexicain du ministère des affaires étrangères.

Si les IDE se sont accrues au Mexique depuis l'entrée en vigueur de l'Alena, avec un flux annuel de 13 milliards de dollars, celui de la Chine est presque quatre fois supérieure et croissant, encouragé par diverses réformes économiques, des avantages fiscaux et un bas coût de la main-d'œuvre.

Ces conditions expliquent, selon les analystes de BBVA-Bancomer, le transfert ces dernières années de maquiladoras (les entreprises de sous-traitance installées à la frontière entre le Mexique et les Etats-

Unis) vers la Chine, alors que l'expansion de ce secteur a été au cours des années 1990 le moteur de la forte croissance mexicaine. Ces maquiladoras qui employaient encore 1,08 million de personnes à la fin 2002, ont perdu quelque 300 000 emplois depuis le début de

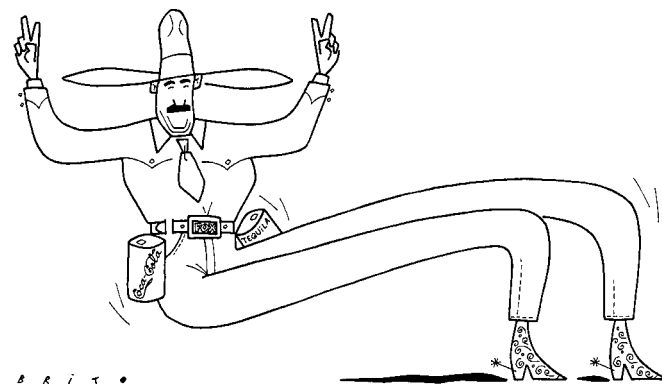
l'année 2000. A cela, une explication simple : le salaire horaire en Chine est de 0,27 dollar, soit quatre fois moins que ce qui est versé à un ouvrier mexicain pour la même tâche. Les multinationales ont fait leurs comptes. A titre d'exemple, Philips, qui est installé depuis 1957 au Mexique où le groupe d'électronique possède douze unités de fabrication, a décidé de monter en Chine son nouveau centre de production globale.

Si la Chine a dépassé le Japon, devenant en 2002 le troisième partenaire commercial des Etats-Unis, derrière le Canada et le Mexique, elle devrait dans les dix prochaines années, en maintenant cette tendance, devenir le principal partenaire commercial de la première puissance mondiale. Selon les économistes mexicains cela « n'est pas parce que les produits mexicains sont mauvais, mais parce que le coût pays est plus élevé au Mexique qu'en Chine ». La Chine devrait dans les deux années à venir dépasser le Japon en termes d'exportations et procéder de même, dans dix ans, en matière d'importations. « La Chine sera alors la première puissance asiatique », selon l'économiste américain David Roland-Holst, de l'université de Mills. Selon lui, « les bénéfices économiques de la compétitivité chinoise vont bénéficier à l'ensemble des pays asiatiques ».

Alain Abellard

CHRONIQUE

par Serge Marti



¡ México, si !

EN TEMPS NORMAL, être membre du Conseil de sécurité des Nations unies, même en tant que membre non permanent, est un honneur, surtout quand il se double de la fonction de président (par rotation mensuelle) de la plus importante instance de l'ONU. Pour le Mexique qui, depuis le 1^{er} avril, intervient à ce double titre, c'est plutôt d'une patate chaude dont il a hérité.

Voisin immédiat de l'Oncle Sam avec lequel il entretient des relations historiques aussi étroites que compliquées, le pays de Vicente Fox – un ancien patron de Coca-Cola au Mexique – bénéficie et pâtit en même temps d'une forte dépendance économique à l'égard des Etats-Unis (avec lesquels il participe, aux côtés du Canada, au grand marché créé par l'Accord de libre-échange nord-américain, Alena, entré en vigueur en 1994) qui absorbent à ce jour 86 % de ses exportations et fournissent la moitié des investissements directs étrangers.

POSITION HOSTILE

Fort de ce lien économique et commercial étroit et d'une réelle complicité qui unit le Texan George W. Bush à son homologue mexicain, Washington attend généralement de Mexico qu'il épouse les grandes options internationales définies par l'administration américaine. Mais la crise irakienne a obligé l'équipe de Vicente Fox à adopter avec le Chili, autre membre non permanent du Conseil, une position hostile à l'intervention armée, conformément au mandat confié par les pays latins à leurs deux représentants régionaux.

Pour le Mexique, la situation est délicate. Près de 55 000 soldats d'origine mexicaine, soit 4 % des effectifs, figurent dans les rangs de l'armée américaine. Quelques-uns de ses fils, sont déjà tombés sur le sol irakien, conduisant le président Bush à octroyer la nationalité américaine aux *chicanos* combattant sous les couleurs de la bannière étoilée et qui n'en bénéficiaient pas encore. Plus de 10 millions de

Mexicains vivent actuellement aux Etats-Unis et les questions d'immigration ont toujours été un sujet délicat entre les deux pays. Depuis son élection en 2000, Vicente Fox a toujours bataillé pour obtenir la régularisation des quelque 4 millions de travailleurs mexicains vivant sur le sol américain.

PAYS DOCILE

Mais dans l'actuelle partie de bras de fer engagée entre la Maison Blanche et la quasi-totalité des autres pays de la planète, il lui faut tenir compte d'une opinion publique viscéralement hostile à cette guerre, que dénoncent chaque jour éditeurs, dessinateurs et caricaturistes.

« Nous n'avons jamais été autant liés aux Etats-Unis depuis que les gouvernements de Salinas, de Zedillo (les présidents précédents, NDLR) et de Fox ont tout fait pour que nous soyons un pays docile ouvert aux entreprises transnationales qui se sont emparées de nos principales organisations économiques », écrit ainsi le *Voz del Caribe*, quotidien du Yucatan, une région qui vit pourtant en grande partie du tourisme nord-américain, secteur fortement perturbé depuis l'annonce du conflit américano-irakien. En 2002, ce marché local, avec Cancun pour centre névralgique, a perdu 140 000 touristes américains, et la désertion continue.

A cette perte que subissent aussi d'autres lieux de villégiature s'ajoute la menace de représailles contre le Mexique clairement évoquées par Tony Garza, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Mexico. Pour l'instant, la diplomatie « *tequila* » tient tête à la « *realpolitik* » mise en avant par Washington. Le Mexique dispose aussi d'une arme : ses millions de ressortissants qui vivent aux Etats-Unis. Ils sont autant une richesse démographique qu'une variable d'ajustement importante en termes d'emplois et de salaires. Or l'Amérique ne vend pas seulement ses valeurs à la terre entière. Il lui arrive aussi de savoir compter.



Consultant un métier qui s'apprend

Cadres, dirigeants, avez-vous pensé à votre seconde vie ? Et si vous songiez au conseil ...

L'IDCE® le spécialiste de la formation au conseil

vous propose son parcours

" PROFESSIONNEL DU CONSEIL "

(diplôme de " Consultant " homologué par l'Etat au niveau II)

Retraites le 7 juillet 2003 et le 6 octobre 2003 à Angers, Paris et Lyon

Réunions d'information mensuelles dans plusieurs villes de France

Pour tout renseignement, Sonia Raimbault au 0 825 161 333
IDCE® - 106 rue de Frémur - BP 624 - 49006 ANGERS Cedex 01
info@idce.com - http://www.idce.com